

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et  
installations classées

**Arrêté du 8 décembre 2022  
mettant en demeure la société SCHROLL  
de respecter des prescriptions relatives à la gestion des déchets  
pour son site 26 rue Edouard Branly  
à COLMAR (68000)**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 962695 du 31 décembre 1996 ;

**VU** le rapport du 24 octobre 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement DREAL) chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 06 octobre 2022 ;

**Considérant** que l'article 13.II de l'arrêté du 06 juin 2018 dispose qu'avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la collectivité de collecte ou au détenteur une information préalable ; que les contrats commerciaux, présentés par la société SCHROLL à l'inspection des installations classées, le 6 octobre 2022,

ne mentionnent pas les informations requises au titre de l'information préalable ; que ce constat ne permet pas la vérification de la conformité des déchets prévue à l'admission des déchets au titre de l'article 13.III de l'arrêté du 06 juin 2018 ;

**Considérant** que l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 prescrit les dimensions des stockages de papiers/cartons et de plastiques triés le long de la limite nord ; qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées le 6 octobre 2022 que la hauteur de stockage est supérieure à la clôture, que la largeur des couloirs laissés entre les îlots est inférieure à 3 mètres et qu'il n'existe pas de dispositions visant à assurer le respect des limites de stockage (hauteur, largeur des stocks, longueur des stocks, largeur des couloirs entre les îlots) ; que ce constat constitue un non-respect des prescriptions de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé ;

**Considérant** les termes de l'article L 171-8 du code de l'environnement « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. ».*

**Sur** proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1er : La société SCHROLL, dont le siège social est situé 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après.

Article 2 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :

*« Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :*

- *profondeur : 10 m ;*
- *largeur : 5 m ;*
- *hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture ».*

Article 3 : Dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des points II et III de l'article 13 de l'arrêté du 06 juin 2018 susvisé :

*« II. Procédure d'information préalable*

*Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.*

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de [l'article R. 541-8 du code de l'environnement](#) ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable ».

### **III. Procédure d'admission**

[...]

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ».

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 5 :** Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Colmar, ainsi que le directeur de la DREAL-service de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé

Christophe MAROT